

FICHE THEMATIQUE : PENURIE D'ELECTRICITE

un approvisionnement sûr : un facteur décisif pour l'économie suisse

Le Conseil fédéral et le Conseil national souhaitent sortir du nucléaire à moyen terme. Toutefois, il n'existe pas, pour l'instant, de concept permettant de garantir un approvisionnement électrique de la Suisse sûr, compétitif, indépendant et respectueux de l'environnement. L'économie est aussi disposée à repenser l'approvisionnement énergétique et a déjà fait beaucoup dans ce sens. Cependant, des décisions de cette portée doivent s'appuyer sur des bases solides.

- ▶ En hiver, la Suisse importe 15 % de l'électricité consommée. Si elle ferme les centrales nucléaires et que la population continue de croître, pas moins de 30 % des besoins ne seront pas couverts en 2020.
- ▶ L'encouragement des nouvelles énergies renouvelables est déjà réalité. Mais ce soutien doit être durable et économique. Les incitations ne doivent pas aboutir à la subvention de l'approvisionnement énergétique.
- ▶ Il est urgent d'accroître l'efficacité énergétique afin de renforcer la compétitivité de l'économie. Celle-ci montre d'ailleurs l'exemple et va de l'avant. Cependant, économiser les énergies fossiles et protéger le climat implique de recourir davantage à l'électricité.
- ▶ À long terme aussi, la Suisse doit garder toutes les options ouvertes : la technologie nucléaire continue d'évoluer, la Suisse ne doit pas se fermer aux innovations.

L'ELECTRICITE SUISSE EST AVANTA- GEUSE ET RESPECTUEUSE DU CLIMAT

L'économie consomme 60 % de l'électricité

Le mix électrique helvétique, qui s'appuie sur les énergies hydraulique et nucléaire ainsi que sur les nouvelles énergies renouvelables, garantit un approvisionnement électrique avantageux et respectueux du climat

La Suisse dispose depuis des décennies d'un approvisionnement en électricité extrêmement fiable, avantageux et respectueux du climat. C'est le recours simultané aux énergies hydraulique et nucléaire ainsi qu'aux nouvelles énergies renouvelables qui l'a rendu possible. Cette solution a fait ses preuves. En comparaison internationale, la Suisse connaît très peu de coupures de courant. La fiabilité de l'approvisionnement et le niveau comparativement faible des prix sont des atouts de taille pour notre pays. Cette sécurité de l'approvisionnement élevée est indispensable pour les processus industriels très sophistiqués, l'informatique et les télécommunications. L'économie achète quelque 60 % de l'énergie consommée. Pour continuer de croître et améliorer son efficacité, elle a besoin de davantage d'électricité. Les emplois et la prospérité dépendent d'un approvisionnement électrique sûr.

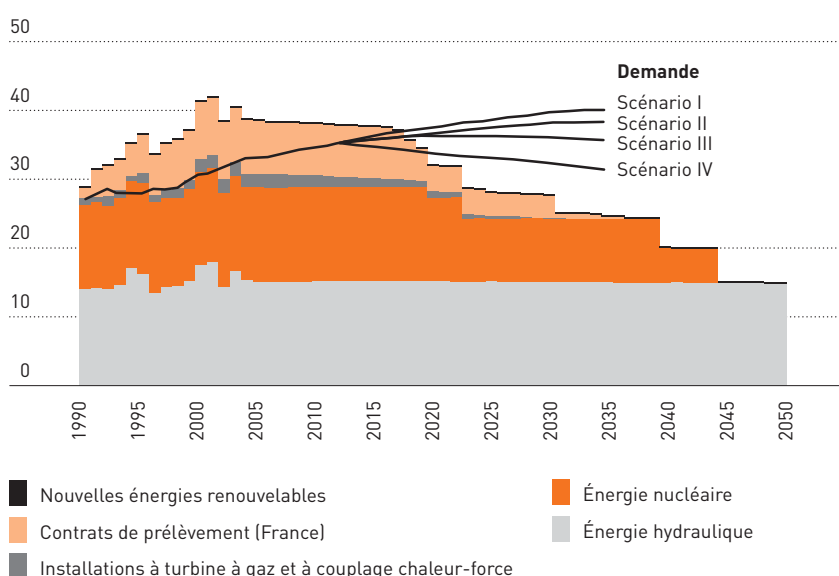
Le taux d'auto-approvisionnement de la Suisse risque de chuter en dessous de 40 % en hiver.

Ce facteur décisif pour la place économique est remis en question par la première décision de principe du Conseil fédéral et du Conseil national relative à la sortie du nucléaire à moyen terme. Cette décision implique la suppression progressive, d'ici à 2034, de capacités qui représentent 40 % de la production électrique helvétique. Les premières centrales nucléaires devront être fermées dès 2022 et les contrats à long terme conclus avec la France arriveront à échéance dans quelques années. Ceux-ci ne pourront pas non plus être renouvelés. On ignore encore comment, dans ces conditions, la sécurité de l'approvisionnement pourra être garantie. La Suisse ira au-devant de sérieux problèmes, en particulier au cours du semestre hivernal, puisqu'elle importe déjà 15% de son électricité durant cette période. Sans l'énergie nucléaire, le taux d'auto-approvisionnement électrique de la Suisse risque de chuter en dessous de 40 %.

UNE PENURIE D'ELECTRICITE MENACE

A moins d'augmenter les capacités de production, la Suisse risque de manquer d'électricité dès 2020.

Projection de l'offre d'électricité et de la consommation nationale jusqu'en 2050 En térawattheures (milliards de kilowattheures)



DES HYPOTHÈSES QUI NE S'APPUIENT PAS SUR DES BASES SOLIDES

Une décision rapide et beaucoup de points d'interrogation

A l'instar du Conseil fédéral, le Conseil national n'a pas attendu de disposer de bases solides pour décider la sortie du nucléaire. En 2007, après avoir planché plus de deux ans sur les perspectives énergétiques, le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion que la Suisse ne pouvait pas renoncer à la construction de nouvelles centrales nucléaires. En l'espace de quelques semaines, la politique énergétique a été complètement réécrite. Aux yeux de l'économie, les hypothèses et solutions formulées durant ces quelques semaines ne sont pas réalistes et présentent de nombreux défauts.

L'effet des économies annoncées est surestimé et irréaliste

Il n'est pas réaliste de vouloir réduire drastiquement la consommation d'électricité quand on sait que la croissance démographique est vigoureuse et qu'un processus de substitution des énergies fossiles par de l'électricité est en cours.

En 2007, le Conseil fédéral estimait que la consommation d'électricité annuelle se monterait à 86 térawattheures en 2050. Aujourd'hui, il table sur 61 térawattheures seulement. Parallèlement, les prévisions relatives à la croissance démographique d'ici à 2035 ont été revues à la hausse (+ 1,2 million d'habitants), tout comme la croissance économique attendue. Sans compter que le remplacement des énergies fossiles, judicieux dans l'optique de la protection du climat, entraîne une augmentation de la consommation d'électricité (transports publics, pompes à chaleur, moteurs électriques).

Les conséquences économiques n'ont pas été évaluées

L'Office fédéral de l'énergie lui-même indique que les conséquences économiques d'une sortie du nucléaire n'ont pas été analysées en détail et qu'elles sont entachées de grandes incertitudes.

Coûts supplémentaires massifs pour les entreprises et la population

Des hausses de prix massives sont prévues pour parvenir à l'objectif de réduction de la consommation d'électricité de 30 % d'ici à 2050. Ainsi, le prix du mazout devrait tripler d'ici à 2020, ceux de l'essence et du gaz doubler, tandis que le prix de l'électricité devrait augmenter d'un coefficient de 2,5. Cela entraînerait une hausse importante des charges pour les entreprises et les ménages, nuirait à l'attrait de la place économique suisse et ne réunirait pas de majorité politique. De plus, des études montrent clairement que les hausses de prix ont un impact modeste sur la consommation d'électricité à court et à moyen termes. Leur effet reste aussi relativement faible à long terme. Dans l'éventualité d'une forte augmentation des prix, les entreprises réagissent à moyen terme, dans le meilleur des cas, par des investissements visant à accroître l'efficacité et, dans le pire des cas, en déménageant. On risque ainsi d'assister à un bouleversement du paysage industriel suisse.

Les conséquences pour le climat n'ont pas été prises en compte

Avec les choix du Conseil fédéral et du Conseil national, le gaz naturel deviendrait le principal agent énergétique après l'hydraulique. Les rapports du Conseil fédéral ne précisent pas ce qu'impliquent les émissions de CO₂ supplémentaires pour la politique climatique de la Suisse. Aujourd'hui, notre pays



DES PENURIES AUSSI A L'ETRANGER

Les pays voisins seront également confrontés à des difficultés d'approvisionnement à moyen terme. Ils voudront, eux aussi, importer de l'électricité.

n'atteint ses objectifs climatiques que grâce aux mesures de compensation. Or pour garantir la sécurité de l'approvisionnement sans énergie nucléaire, de nouvelles centrales à gaz seront nécessaires. Chacune de ces centrales émettra aux alentours de 1 million de tonnes de CO₂ par an. De plus, ces centrales impliquent une forte dépendance de l'étranger, pour la fourniture du gaz, et des prix à la fois plus élevés et plus volatils.

Le potentiel des énergies renouvelables et des importations est surestimé

Jusqu'ici, l'Office fédéral de l'énergie estimait le potentiel des énergies renouvelables à 5,4 térawattheures d'ici à 2035 – et elles doivent maintenant fournir 22,6 térawattheures. De plus, les hypothèses concernant les possibilités d'importation sont illusoire, que ce soit pour des raisons politiques ou techniques. Le fait est que la majorité des pays d'Europe occidentale connaîtra aussi une dangereuse pénurie d'électricité. Il faut savoir en outre que le Traité de Lisbonne oblige les États membres de l'UE à réserver un traitement prioritaire aux autres parties. Quand bien même cela ne serait pas, les réseaux n'ont pas des capacités suffisantes pour acheminer à travers l'Europe jusqu'en Suisse les volumes d'électricité souhaités. En Suisse aussi d'ailleurs, les réseaux touchent à leurs limites en termes de capacité. Leur indispensable développement figure dans les projets du Conseil fédéral, mais n'est pas encore à l'ordre du jour.

Les coûts totaux pourraient être seraient bien plus élevés qu'attendu

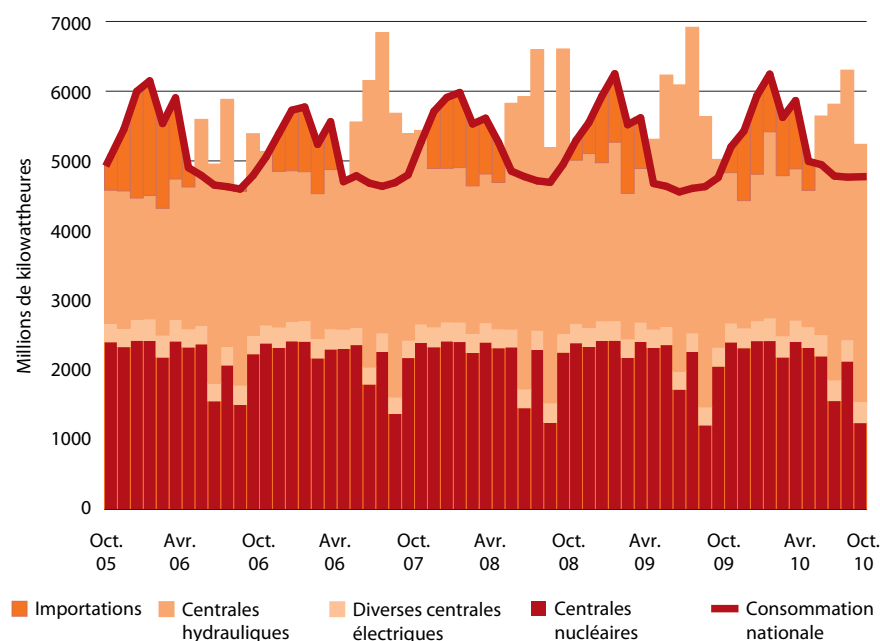
En réalité, les coûts occasionnés par une sortie du nucléaire – estimés entre 0,4 % et 0,7 % du PIB, soit environ 2,5 mrd fr. par an – pourraient être bien plus élevés. Si on leur ajoute l'extension des réseaux, la construction de nouvelles installations de production, de fortes hausses de prix pour toutes les sources d'énergie, la délocalisation de branches à forte intensité énergétique et d'autres coûts indirects, la facture économique effective serait beaucoup plus élevée. Une décision d'une telle portée doit être solidement étayée.

HAUSSE DES IMPORTATIONS D'ELECTICITE

Depuis dix ans, la Suisse doit importer de plus en plus d'électricité pour couvrir ses besoins.

Production et consommation d'électricité en Suisse

En térawattheures (milliards de kilowattheures)



DES SUBVENTIONS TENTANTES MAIS NUISIBLES

Les subventions ne sont pas un gage de succès sur la durée

Il ne fait pas de doute que les énergies renouvelables ont toujours joué un rôle central pour l'approvisionnement électrique de la Suisse. Environ 56 % de notre production électrique est d'origine hydraulique. Et les nouvelles énergies renouvelables, à savoir l'éolien, le photovoltaïque et la biomasse, prennent aussi de l'importance. Cependant, ces sources d'énergie restent chères et ne peuvent fournir de l'énergie en ruban que dans une mesure limitée, car elles sont peu disponibles, en particulier le solaire, pendant le semestre d'hiver où l'approvisionnement est problématique. A cet égard, il faut noter également que l'utilisation des énergies éolienne et hydraulique est souvent en conflit avec la protection du paysage. En Suisse, la volonté de protéger les riverains du bruit et de préserver le paysage restreint encore le recours à l'éolien.



CONFLITS D'OBJECTIFS

Produire de l'électricité à partir des nouvelles énergies renouvelables est encore cher et souvent en conflit avec la protection du paysage .

Seul le perfectionnement des nouvelles énergies renouvelables permettra, un jour, des réductions de coût substantielles et une augmentation de leur contribution à la production totale d'énergie. Dans ce domaine, c'est donc à la recherche et au développement qu'il s'agit de consacrer des ressources importantes. Certaines entreprises et associations tentent toutefois aujourd'hui de tirer parti de la réorientation de la politique énergétique pour obtenir des subventions. Peu importe que ce soit au titre de taxe d'incitation, de redevance promotionnelle, de rétribution du courant injecté ou de financement incitatif : au final, ce sont ceux qui sont efficaces qui se trouveront pénalisés et ceux qui demandent un soutien qui seront récompensés, parce que sinon leur offre ne trouverait pas preneur. Ce système ne favorise pas non plus la création d'emplois durables, puisqu'ils disparaîtront aussitôt que le robinet des subventions sera fermé. De plus, comme la promotion de ces énergies doit être financée via des taxes et des suppléments sur le prix de l'électricité, les entreprises et les particuliers auront moins de ressources disponibles pour réaliser des dépenses dans d'autres domaines où l'effet sur l'emploi serait peut-être supérieur.

Des prix plus élevés n'ont pas beaucoup d'effet

Un renchérissement artificiel du prix de l'électricité, soit sa multiplication par deux ou trois, nuit à l'économie et entraînerait la suppression de nombreux emplois. Parallèlement, le renchérissement de l'électricité par des taxes ne freinerait que modérément la consommation, dans la mesure où il n'y a pas d'alternative à l'électricité et que la demande présente une élasticité faible. Renchérir une électricité produite dans le respect du climat n'a pas de sens non plus, car cela favorise principalement son remplacement par des énergies fossiles plus avantageuses, telles que le pétrole et le gaz.

BESOIN DE NOUVELLES SOURCES D'ENERGIE

La première décision du Conseil fédéral après les événements tragiques survenus au Japon était juste : les demandes d'autorisation générale pour le remplacement des centrales nucléaires ont été gelées et la sécurité des centrales existantes fait l'objet d'examen réguliers. En tirer des conclusions hâtives par calcul électoral ou par idéologie serait toutefois déplacé. Le fait est qu'un approvisionnement électrique à la fois sûr, concurrentiel, indépendant et respectueux de l'environnement est primordial pour la Suisse. Il n'est pas non plus justifié de prendre des décisions précipitées. En effet, l'examen complémentaire de la sécurité des centrales nucléaires helvétiques a montré qu'une exploitation sûre peut être assurée à l'avenir aussi et que les centrales peuvent rester en activité. L'on dispose donc de suffisamment de temps pour une procédure solide et largement soutenue :

Une commission d'experts prépare une stratégie globale

Il convient d'élaborer une stratégie énergétique globale dans le cadre d'un dialogue – comme pour les précédentes décisions clés de politique énergétique. Une commission d'experts réunissant des représentants des milieux scientifiques et économiques, de la branche de l'énergie, de l'administration et d'associations serait chargée d'en élaborer les bases. Par rapport à la consommation d'énergie totale de la Suisse, l'électricité ne représente qu'un quart environ. Il convient donc de parvenir à des solutions globales qui tiennent compte de la protection du climat.

L'électricité ne représente qu'un quart de la consommation d'énergie. Il importe donc de trouver des solutions globales tenant compte également de la protection du climat.

Promouvoir les énergies renouvelables et réduire les entraves

Un plan directeur « infrastructures et énergies renouvelables » à la fois ambitieux et réaliste doit être élaboré dans le cadre de la stratégie énergétique globale. L'économie promeut déjà le développement des énergies renouvelables dans le respect de l'économie de marché, et elle est prête à s'engager davantage. D'autre part, les ressources consacrées à la recherche et au développement doivent être augmentées et les procédures d'autorisation pour la construction de nouveaux projets dans le domaine de l'énergie, l'assainissement de bâtiments et la mise en place de lignes de transport simplifiées. La Suisse doit développer les possibilités de pompage-turbinage dans le but de stocker, au fil des jours et des saisons, l'électricité supplémentaire produite de manière intermittente par l'éolien et le solaire. A cet effet, il faut surmonter les blocages actuels.

L'économie fait déjà beaucoup pour promouvoir les énergies renouvelables et accroître l'efficacité énergétique. Elle est prête à en faire davantage.

Des améliorations supplémentaires sont aussi possibles dans le domaine de l'efficacité énergétique. L'économie peut poursuivre sa stratégie – un succès en comparaison internationale – en vue d'un accroissement de l'efficacité énergétique. Avec le concours de l'Agence de l'énergie pour l'économie, il a déjà été possible de réduire la consommation d'énergie d'un térawattheure (ou 10 % de la consommation d'électricité de l'ensemble des entreprises participantes). L'économie est disposée à conclure des conventions d'objectifs contraignantes pour la consommation d'appareils et d'installations (bonnes pratiques).



AVENIR ELECTRIQUE

**La Suisse a besoin d'un approvisionnement électrique sûr.
L'énergie nucléaire doit rester une option.**

Sans l'énergie nucléaire, les centrales à gaz seront un mal nécessaire

Afin d'éviter la pénurie d'électricité qui se dessine et de garantir la sécurité de l'approvisionnement à moyen terme, il faut pouvoir construire d'ici à 2020 le nombre requis de centrales à gaz à cycle combiné. Toutes les entreprises doivent pouvoir compenser les émissions de CO₂ de manière flexible, via des mesures réalisées en Suisse et à l'étranger, pour atteindre l'objectif climatique de la Suisse (baisse de 20 % des émissions d'ici à 2020).

Évolution technologique : la Suisse doit rester dans la course

Par ses innovations technologiques, l'économie suisse remporte des succès planétaires. L'énergie nucléaire continue d'évoluer et fait l'objet de recherches intensives à l'échelle internationale. La Suisse ne doit pas se fermer à ces développements : l'option de l'énergie nucléaire doit être maintenue. Lorsqu'un état des lieux sur le développement futur de l'énergie nucléaire, sur les technologies disponibles et le potentiel du renouvelable et sur les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique aura été réalisé, il sera alors possible de prendre des décisions, en incluant les électeurs.

INFORMATIONS

Dossiers et liens

- ≥ www.economiesuisse.ch
- ≥ **Electricité : l'économie demande une stratégie globale**



Votre personne de contact chez economiesuisse :

Dominique Rochat
Responsable de projets Infrastructures, énergie et environnement
dominique.rochat@economiesuisse.ch